

Rennes le 6 octobre 2022

Monsieur le président,

Le 27 septembre dernier les représentant·e·s de Solidaires FiP des régions Centre-Ouest ont rencontré M. Halbique le délégué du directeur général pour lui rappeler, dans un contexte marqué par une inflation galopante, combien la situation des agent·e·s des finances publiques était précaire, au regard notamment de la baisse de leur pouvoir d'achat depuis plus de 10 ans.

Nous lui avons également exposé nos témoignages quant aux conséquences des restructurations liées à la mise en place du NRP et des opérations de démétropolisation sur la qualité des missions, sur les conditions de travail des agent·e·s et sur les règles de gestion.

Si, sur quelques thèmes abordés le délégué a défendu les réformes réussies (PAS) et partagé certaines des analyses des représentant·e·s de Solidaires FiP (notamment sur la nécessité d'une pause dans la poursuite des restructurations), sur l'essentiel de nos interrogations il s'est contenté de décliner les annonces faites la veille par les ministres lors de la présentation du projet de loi de finances pour 2023.

Des annonces dont s'est félicité le directeur général adjoint qui voit dans les 850 suppressions d'emplois pour 2023 dans notre direction une rupture avec les quinze dernières années !

Certes, ce chiffre est en deçà de ce que nous avons connu depuis des décennies (25 000 suppressions depuis 2010) mais pour Solidaires Finances Publiques ce sont 850 suppressions d'emplois de trop au vu des difficultés criantes dans l'exercice de nos missions.

D'ores et déjà est annoncé le redéploiement d'emplois « *au bénéfice de certains métiers particulièrement dégarnis : les Services de Publicité foncière et les amendes* ». Pour Solidaires Finances Publiques, les SPF et les amendes sont en effet des services en grande souffrance, toutefois nous ne connaissons pas à ce jour de service en sureffectif. De plus, l'objectif clairement affiché de la Direction Générale est « *de réinvestir les métiers pour améliorer nos résultats et notre service public* ». Solidaires Finances Publiques s'étonne que la DG présente désormais la qualité de notre service public comme sa nouvelle préoccupation. Cela fait des années qu'avec l'ensemble des personnels nous alertons sur la dégradation de nos missions.

Concernant les recrutements, la Direction générale se félicite également de leur augmentation passant de 3300 en 2022 à 4500 en 2025. Elle oublie toutefois de mettre ces chiffres en perspective des 5000 départs à la retraite par an et de préciser la nature de ces recrutements (contractuels, concours...).

En 2023, les crédits pour l'informatique à la DGFIP s'élèveront à 450 millions d'euros. C'est clairement la priorité de notre Direction Générale. Donner des moyens matériels et humains à la sphère informatique est évidemment une nécessité mais pas n'importe comment et à n'importe quel prix. Pour Solidaires Finances Publiques l'informatique doit être intégralement ré-internalisé que ce soit en termes de recrutements, de conception et de développement.

Face à ces choix qui pérennisent la démolition des services publics, l'abandon des plus précaires face au tout numérique, le démantèlement et l'affaiblissement constant de la

DGFIP, les représentant·e·s de Solidaires finances publiques 35 ne peuvent que rappeler les exigences portées par notre organisation syndicale :

Pour nos missions :

Depuis plus de 20 ans, notre administration connaît des réformes organisationnelles devenues structurelles. Les choix politiques appuyés par des rapports divers vont dans le même sens : vider la DGFIP de ses missions pour mieux la brader, la liquider ainsi chacune de nos missions est remise en cause. Solidaires Finances Publiques défend le maintien et le renforcement de l'ensemble de nos missions, qui sont indispensables au bon fonctionnement de l'État et garantes de la cohésion sociale. Solidaires Finances Publiques réclame les moyens pour assurer le fonctionnement de l'intégralité des missions et pour combattre toutes privatisations, externalisations nuisibles à l'intérêt général. Aussi, Solidaires Finances Publiques exige la réintégration de l'ensemble des missions confiées à des tiers avec les moyens humains et matériels y afférant.

Pour nos structures :

La DGFIP poursuit le massacre des services de proximité, et met en place une industrialisation des services sans précédent. Partout les usager·e·s particuliers et professionnels ou les collectivités locales soulignent les difficultés lourdes rencontrées dans le cadre de la mise en œuvre du « Nouveau Réseau de Proximité » : destruction du réseau de proximité, restriction forte des amplitudes d'accueil, difficultés devant la multitude d'interlocuteurs industrialisés (services de gestion, plateformes d'accueil à distance, services de « back-office » à distance) sur plusieurs missions.

Plus que jamais, nous revendiquons un service public de proximité, renforcé, de plein exercice, qui accueille l'ensemble des usagers et usagères selon les besoins. Car le service public doit s'adapter avant tout aux besoins de la population. Nous réaffirmons notre exigence d'un service public de qualité avec des agentes et agents sous statut, formés et protégés. Le public doit pouvoir trouver une structure DGFIP unique de proximité en capacité de répondre à leurs questions.

Pour nos conditions de travail :

Le grand « remue-ménages » ne peut tenir lieu de concertation avec les agent·e·s. Celle-ci demande du temps, de la méthode et des objectifs, tout l'inverse de cette démarche « fourre-tout » qui ne propose à aucun moment aux agent·e·s de parler du travail et de son organisation.

Pour nos emplois :

Après la suppression de plus de 24 000 emplois en dix ans, les discours de satisfaction et de communication de notre Directeur Général sur « l'effort de recrutement sans précédent » sont ainsi indécents vis-à-vis de ce qui est et sera le vécu des agent·e·s et des services : des tensions extrêmes et expansives à venir pour exercer les missions confiées, du mal être au travail, un sentiment de ne pas pouvoir faire correctement son travail, des usagers qui ne seront pas accompagnés dignement...

Face à cette urgence, Solidaires Finances Publiques continuera de porter dans le débat public l'importance de recruter, conserver et former des personnels techniciens seuls garants d'un accueil de proximité, pour toutes et tous.

Face aux bouleversements induits par la loi de transformation de la Fonction Publique, Solidaires Finances Publiques continue de revendiquer le recrutement par concours. Nous nous opposerons à la précarisation des emplois induite par une contractualisation de masse tout en nous engageant à défendre et à représenter l'ensemble des personnels de la DGFIP, titulaires et contractuels.